

toute la région considèrent ces populations minoritaires avec suspicion et cherchent à limiter leurs droits collectifs et leurs activités politiques.³³ De leur côté, les gouvernements locaux sont tentés de défendre ces droits.

On observe enfin des liens de dépendance assez forts dans la région sur le plan de l'économie et des ressources. À cet égard, le risque de conflit le plus important tient probablement à la mauvaise répartition des richesses entre l'Ouzbékistan d'un côté, le Kirghizistan et le Tadjikistan de l'autre. Ces deux derniers pays sont tributaires de l'Ouzbékistan pour leurs sources d'énergie. Nous avons vu que le gouvernement ouzbek n'a pas manqué de tourner cette dépendance à son avantage politique. En revanche, l'Ouzbékistan dépend du Kirghizistan pour l'hydroélectricité et, surtout, pour l'eau. Presque toute l'eau à laquelle l'Ouzbékistan doit d'être le quatrième producteur mondial de coton provient des montagnes de ces deux États. La moindre perturbation de cet approvisionnement en eau aurait littéralement pour effet d'épuiser l'économie agricole de l'Ouzbékistan.

En bref, le premier enthousiasme suscité par l'intégration régionale a cédé le pas à la résurgence de vieilles tensions ethniques et territoriales et à une manipulation des ressources à des fins politiques. Une extension de ces deux facteurs d'insécurité régionale n'a rien d'impossible. Le fait que les États de la région aient opté pour des moyens de développement économique et politique très différents risque d'exacerber les tensions entre eux.

B. Le contexte international

De telles tensions incitent d'autant plus les États concernés à solliciter une intervention de l'étranger. C'est sur l'instance d'Islam Karimov -- inquiet d'un débordement du renouveau islamique à partir d'un Tadjikistan de plus en plus radicalisé et déchiré -- que la Russie est entrée en guerre avec ce pays. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan cherchent le soutien de la Russie et d'autres États voisins dans leur quête d'une domination de la région. Pour freiner ces aspirations hégémoniques, les petits États, comme le Turkménistan, font appel à de l'aide extérieure.

Au cours des années qui ont suivi l'indépendance, on pensait en général que les interventions internationales dans la région seraient surtout centrées sur une rivalité entre l'Iran et la Turquie. Le premier était motivé en partie par la volonté d'exercer une certaine pression sur une frontière nord jusque-là stable mais qui donnait des signes de fragilité. Cette volonté était confortée par la crainte que des puissances

³³ On remarquera avec intérêt que cela vaut aussi pour le Kirghizistan. La loi martiale a été déclarée dans le district d'Osh après les émeutes d'octobre 1990 et n'a été levée que récemment pour céder la place à une interdiction des manifestations.